Revue des Lettres, Arts, sciences de l'imaginaire et Sciences humaines

ISSN 2308-7676 Vol. 27ième, n° 2, decembre 2025

2

Comité scientifique de Revue

ADOM, Marie-Clémence, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny

BOA, Thiémélé Ramsès, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny

BOHUI, Djédjé Hilaire, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny

COULIBALY, Adama, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny

KOFFI LEZOU, Aimée Danielle, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny

KONÉ, Amadou, Professeur des Universités, Georgetown University, Washington DC

KOUADIO, N'guessan Jérémie, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny

KOUAKOU, Jean-Marie, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny

LY Amadou, Professeur des Universités, Université Cheick Anta Diop

MADÉBÉ, Georice Berthin, Professeur des Universités, CENAREST-IRSH/UOB

SIDIBE, Valy, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

SISSAO, Alain Joseph, Professeur des Universités, INSS/CNRST, Ouagadougou

VION-DURY, Juliette, Professeur des Universités, Université de Paris XIII

VOISIN, Patrick, Professeur de chaire supérieure en hypokhâgne et khâgne A/L ULM, Pau

WESTPHAL, Bertrand, Professeur des Universités, Université de Limoges

---

Comité de lecture

ADOM, Marie-Clémence, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI Diané Véronique, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

BEDIA, Jean-Fernand, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara

BODO Cyprien, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

IBO, Lydie, Professeur des Université, Université Alassane Ouattara

KONANDRI Affoué Virginie, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

KONÉ, Klohinwélé, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

LARROUX N'GUESSAN, Béatrice, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

MONGUI, Pierre-Claver, Maître de Conférences, Université Omar Bongo

N'GORAN, Koffi David, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

TOH, Bi Tié Emmanuel, Professeur des Université, Université Alassane Ouattara

---

Organisation

Dir. Publication / **KONANDRI Affoué Virginie,**
Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

Secrétariat rédaction / **ASSI Diané Véronique,**
Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

Production / **NGBOFFAI Roland,**
Assistant, Université Péléforo GBON de Korhogo

SOMMAIRE

Thierno Boubacar BARRY, Université Général Lansana Conte de Sonfonia-Conakry (Guinée) et Dr Alassane Abdoulaye DIA, Université Numérique Cheikh Hamidou KANE (Sénégal), **L'individuation, une propédeutique de l'altérité dans l'écriture romanesque d'André Brink et de Ken Bugul** ……page 1

Kisito HONA, École normale supérieure de Yaoundé (Cameroun), **De l'Asie à l'Afrique : migration/voyage d'un topos**……page 16

Hafsa ZABRAOUI, Université Sidi Mohammed Ben Abdellah de Fès (Maroc), **Dire l'Indicible : Cassandre, Leïla Slimani et la parole paradoxale**…… page 32

Bondo MULUNDA et Fiama Kilo MULUNDA, Université de Kamina (RD Congo), **Littérature congolaise et compétence communicative dans la classe de français à Kamina. Pratique et perception des acteurs**……page 47

Laure Sandrine TSAKOU, Université Yaoundé I (Cameroun), **Vocabularisme étatique et construction de l'identité nationale au Cameroun**……..page 62

Konan Valery Justin N'GUESSAN, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), **L'espace judiciaire dans le roman africain : la quête d'une justice plus humaine**……..page 75

Jérôme CONSTANTIN, Lycée français d'Alicante (Espagne), **Analyse d'un personnage secondaire et méconnu de l'œuvre d'Émile Zola : le marquis de Carnavant, personnification d'une classe vouée à disparaître**……..page 87

Elise Nathalie NYEMB, Université *de Yaoundé I* (Cameroun), **La narration de l'africanité dans *Les derniers rois mages* de Maryse Condé** …… page 96

Nour El Houda BELABBES, FLSH Agadir (Maroc) et Hicham BENALI, ENSET Mohammedia (Maroc), **La communication pédagogique à l'ère de l'intelligence artificielle : enjeux, défis et perspectives** ……page 106

Manal SOSSEY ALAOUI et Rachid JADAL, UIZ -Maroc, **Les pratiques déclarées liées à l'articulation oral-écrit en enseignement du français au cycle collégial marocain : entre perceptions et mises en pratiques**…… page 115

Vocabularisme étatique et construction de l'identité nationale au Cameroun

Laure Sandrine TSAKOU
Doctorante
Université de Yaoundé I
tsakoulaure@gmail.com
ORCID : 0009-0003-6315-6264

Résumé

Cet article se propose d'étudier les difficultés de construction de l'identité nationale camerounaise à travers le vocabulaire de la rue, des réseaux sociaux, du quotidien, institutionnalisé par les discours présidentiels comme une forme de recherche d'une symbiose nationale menacée par des clivages permanents. Ce vocabularisme est présenté comme une solution aux crises, mais son renouvellement constant est assimilable à une crise linguistique qui cache d'autres crises. Il est donc question pour nous, par l'étude de ce vocabulaire de la crise, de montrer que derrière cette réinvention constante de l'identité camerounaise, se cache une crise identitaire, une sociale et même une crise ins/constitutionnelle. Voilà pourquoi nous convoquons la sociolinguistique des conflits comme méthode pour trouver des solutions durables à cette crise de l'identité camerounais. Nous préconisons ainsi que le gouvernement camerounais devrait prendre des dispositions constitutionnelles au lieu de prendre des mesures verbales, pour limiter les crises ethnolinguistiques.

Mots clés : Identité nationale, Vocabularisme, Crises, Institutions, conflits sociolinguistiques

Abstract

This study is based on vocabulary that is considered as a means to construct national identity. Popular expressions, usually found in internet, in cities, are reused by the President of the Republic, to facilitate the emergence of national identity. The constant renweance of this vocbulary shows that identity is in trouble. Is that a solution to eradicate identity crisis ? In this article, we try to show that behind this reinvention, there is a social crisis, even an institutional crisis. That is why we based this study on sociolinguitic régulations as theory, to find permanent solutions to the problem of indentity construction in Cameroon. For us, constitutionnal diposition should be taken, in place of verbal mesures.

Keywords : National idendity, vocabularism, crisis, institutions, sociolinguistic's conflicts.

Introduction

« Maintenant que l'Italie est faite, il faut faire les italiens ». C'est une célèbre formule qui tire son origine de Victor-Emmanuel II, roi dans les années 1870, dirigeant d'une Italie en proie à de nombreux clivages, dont il s'est donné la mission d'unifier. Cette célèbre formule a été reprise par de nombreux auteurs dont Biviona (2001), qui envisage cette maxime sous le prisme de la construction d'une identité nationale. Le Cameroun, Etat habituellement qualifié d'accident géographique, vit cette situation dans laquelle la diversité est considérée comme une menace qui fragilise l'identité nationale. Pour résumer cette menace, Philippe Gaillard (1989) considère que : « *L'exceptionnelle diversité géographique et, par-dessus tout humaine, du Cameroun fonde sa richesse et aussi sa fragilité* » et Laurain Assipolo (2024) parle de « *quête de l'ethnolyse nationale* ». Cette quête se manifeste en permanence dans les discours étatiques qui s'activent à créer une identité nationale à travers le discours. De nombreux mots et expressions sont ainsi mis à contributions pour favoriser l'émergence du sentiment de communauté nationale partagée. Ces mots suffisent-ils à faire peuple dans un environnement constamment secoué par des crises identitaires ? Ces mots suffissent-ils à « Faire des Camerounais » ? Pourquoi les mots se suivent et changent, mais l'identité nationale est toujours en crise ? Notre hypothèse est que l'identité nationale camerounaise ne peut se faire autrement que par une désubstantialisation des identités primaires dans la constitution. Cet article est bâti autour des points suivants : la sociolinguistique des conflits comme cadre théorique, le vocabulaire de la construction identitaire au Cameroun, le fondamentalisme clivant de la législation et de la crise constitutionnelle à la crise linguistique.

1. La sociolinguistique des conflits

La sociolinguistique des conflits, une branche de la sociolinguistique régulationniste, est un cadre théorique proposé par Paul Zang Zang (2023, p. 28-34), sociolinguiste camerounais, qui projette de savoir pourquoi au Cameroun, les conflits, notamment la crise anglophone, dure malgré la foultitude de solutions apportées par les institutions gouvernementales. Pour cela il met sur pied cette méthode qui a pour objectif d'aller au fond des conflits pour dégager des solutions sinon pérennes, mais tout au moins à long terme. Cette théorie s'appuie sur le système sociolinguistique comme système de transformation pour observer comment un problème linguistique, par régulations

successives, peut se transformer en problème sociolinguistique, en problème identitaire, en problème économique, territorial, administratif, etc. Nous allons donc partir du constat du renouvellement successif du vocabulaire de l'identité nationale camerounaise, qui est considéré comme une crise linguistique, pour remonter à la crise institutionnelle, voire constitutionnelle, à l'effet de déterminer quelle peut être la source du problème de construction de l'identité camerounaise.

2. Le vocabulaire de la construction identitaire au Cameroun

Le constat de la crise de la langue n'est pas nouveau dans l'univers sociolinguistique. Valentin Feussi (2023, p. 11), indiquait que la crise de la langue est une crise de culture, voire de morale. Pour lui, mettre en relation les concepts de crises et de langue est une conception purement instrumentale de la langue. Cette conception instrumentale nous permet d'approcher la question de langue par le volet pragmatique qui, de ce point de vue, est un pouvoir et a un pouvoir. Le pouvoir réfère à la capacité de la langue à agir sur le récepteur de manière à modifier son comportement. Ce pouvoir de la langue est généralement exploité dans des discours, notamment ceux du Président de la République camerounaise Paul Biya, pour construire un sentiment national partagé. Il institutionnalise le vocabulaire du quotidien, de la rue, des réseaux sociaux, dans sa volonté de créer une communauté nationale camerounaise. Des mots et expressions sont ainsi utilisés dans l'optique d'une quête identitaire nationale dans une situation de diversité trouble.

- « L'Afrique en miniature »

Il s'agit d'une expression qui apparait comme un marqueur de l'identité nationale camerounaise. Elle fait référence aux atouts géographiques, culturels et humains. Ce concept identitaire a été utilisé la première fois par Sengat Kuo (1985, p.19), sociolinguiste camerounais, lors du colloque sur l'identité culturelle Camerounaise en 1985. Il explique ceci : « *Notre configuration sociologique milite pour une identité culturelle éclectique* ». Cette idée est reprise par Engelbert Mveng (1985) à ce même colloque : « *L'identité culturelle camerounaise est un fait évident. Elle repose sur des facteurs comme l'histoire, la géographie, les institutions politiques et une extraordinaire variété ethnique et économique* ». L'éclectisme de l'identité culturelle est rendu dans l'expression « L'Afrique en miniature ». Cette dénomination identitaire est conçue dans un contexte de crise de l'identité culturelle camerounaise, de tensions interethniques et politiques, qui ont motivé l'organisation de ce

colloque qui visait à trouver des voies et moyens pour prouver l'existence d'une identité culturelle Camerounaise afin de créer une synthèse nationale. Parlant de « Afrique en miniature » comme élément identitaire du Cameroun, Paul Tchawa (2012, p. 338) y voit une opportunité pour la cristallisation de l'identité nationale en lieu et place de cette fragilité qui fermente les crises entre les groupes ethniques. Cette volonté de cristallisation est perceptible dans plusieurs discours de Paul Biya, notamment celui du 17 mai 2016 à la Conférence Economique Internationale de Yaoundé : « *J'aime d'ailleurs à rappeler que le Cameroun, Afrique en miniature, ne vient pas les mains vides à ce rendez-vous du donner et du recevoir* ». L'usage de cette périphrase lexicale, par la voix institutionnelle la plus autorisée, permet de définir le Cameroun comme un ensemble homogène qui représente toute l'Afrique, l'identité nationale camerounaise est considérée comme un rassemblement de tout ce que peut contenir l'Afrique. Il y a, dans cette représentation métaphorique, une assimilation identitaire qui a pour but de positiver la pluralité camerounaise en lui donnant une valeur identitaire qui séduit et intrigue, car c'est cette identité plurielle qui fait son unicité, sa singularité. Il s'agit, pour le Président, de transformer, par le discours, la pluralité en mêmeté, à l'effet de bâtir un pont entre les communautés ethnolinguistiques camerounaises.

- « Cameroun, pays de diversité »

La diversité camerounaise est évaluée sur son potentiel humain, culturel, géographique. Ce potentiel très varié a facilité l'usage de cette expression « Cameroun, Pays de diversité ». Cette diversité a ce côté ambivalent que relève le Président Paul Biya, dans l'un de ses discours : « *Le Cameroun est un pays de grande diversité. Cette diversité constitue un grand atout. Mais elle peut être également un obstacle. Certains l'exploitent pour exacerber les tendances séparatistes, attiser le tribalisme, diviser les Camerounais* ». Au-delà d'un simple constat du potentiel Camerounais, la diversité est la représentation d'une société en crise de cohésion. Mais aussi, il ressort de ce discours une volonté de définir le Cameroun par cette même diversité qui le divise. « Le Cameroun est un pays de grande diversité ». Dit par le Président, cette définition passe de la simple volonté de caractériser à celle d'identifier. Le « Cameroun, pays de diversité », est ainsi institutionnalisé comme dénomination identitaire, selon ce qui peut ressortir de ce postulat de Paul Biya (2024, P. 45) « *L'identité nationale camerounaise que nous construisons et consolidons a fait, fait et fera de cette mosaïque de peuple et de cultures une seule et même entité, remarquable et*

particulière ». Il ne s'agit plus simplement de nommer pour identifier, mais de rallier les Camerounais à la cause nationale et de consolider cette expression en tant que représentation de l'identité nationale. Paul Biya (2024, p. 45) le confirme en ces termes : « *C'est de la consolidation de l'identité camerounaise qu'il s'agit, celle qui se nourrit de notre diversité* ». Cette expression devient finalement une forme de quête, mais aussi un appel à l'action dans but de créer et de valider une identité nationale basée sur la diversité. Le contenu « Cameroun, pays de diversité », devient une réalité nationale dans laquelle tous les Camerounais doivent pouvoir s'inscrire, quelle que soit leur origine culturelle.

- « Le Cameroun c'est le Cameroun »

Cette expression s'entend très souvent dans la rue et sur les réseaux sociaux. Dans une vidéo sur YouTube, Eboussi boulaga, philosophe camerounais, essayant de décrypter de cet axiome y voit une sorte d'expression de la singularité de l'entité- Cameroun, qui se définit par lui-même, à l'exemple de la monade Cartésienne, pour exprimer son existence, indépendamment de toute altérité. Mais il y voit aussi une forme de croisement, de jeux de relations, d'interdépendance, de carrefour entre plusieurs entités sociales. Cette approche philosophique et de l'expression, laisse transparaitre l'idée de collectivité, d'identité partagée. Ce qui n'est pas loin de la quête identitaire voulue par le Président de la République Camerounaise. En effet, cette expression été prononcée il y a un quart de siècle par le Président Paul Biya, dans les années 1990, lors d'un de ses discours.

Que faut-il comprendre du contexte ? Les années 1990 sont des années dites « de braise » au Cameroun, années au cours desquelles plusieurs crises se sont exacerbées : crise économique, sociale, politique, qui ont favorisées de forts clivages interethniques avec l'épanouissement de la logique du « chacun chez lui », pour dire que les ressortissants de chaque groupe ethnique devaient retourner sur leur territoire d'origine. La géographie territoriale avait alors été divisée en zones ethniques, limitant l'installation des ethnies allogènes. Cette expression : « Le Cameroun c'est le Cameroun », est utilisé fort à propos pour limiter ces velléités en donnant l'autorisation à chaque citoyen camerounais d'être libre de s'installer partout sur le territoire national, quelle que soit son origine tribale. Elle a donc pour but de libérer le citoyen des carcans de l'ethnie. Ainsi, « Le Cameroun c'est le Cameroun », devient, sous la plume institutionnelle, un marqueur de la construction de l'identité nationale qui tend à briser le spectre de la crise de cohabitation sociale, et à rassembler les Camerounais sous une identité dite « Cameroun », qui dépasse la simple

désignation territoriale pour devenir une idéologie, un trait d'union entre les ressortissants des différentes tendances communautaires.

- « Le Cameroun est un et indivisible ! »

Cette expression est un extrait de l'article premier de la Constitution camerounaise (1996) « *Elle (La République Camerounaise) est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale* ». Dans ce cadre constitutionnel, il s'agit d'une description qui prend en compte la dimension géographique et peut-être aussi la dimension politique. Au-delà de l'affirmation et de la confirmation de la forme géographique de l'Etat, cette expression, réitérée par le Président Paul Biya à la Nation lors de son discours du 31 décembre 2016, signe la position intransigeante du chef de l'Etat sur la protection, la défense, de l'intégrité territoriale et de la cohésion nationale du Cameroun. Le contexte du rappel de l'unité et de l'indivisibilité du Cameroun par cette voix institutionnelle, est une situation de crise marquée par la volonté de sécession de la communauté anglophone. En protestant contre la modification de la forme géographique du Cameroun, le Président martèle sa volonté de construire et de préserver l'unité nationale. Voilà pourquoi cette expression somme comme une affirmation de l'identité nationale. Il s'agit non seulement de la réponse institutionnelle à une tentative de séparatisme liée à un contact linguistique et identitaire difficile, mais davantage d'un identifiant collectif qui envisage la transcendance des clivages ethnolinguistique pour affirmer l'existence d'un collectif commun.

- « Impossible n'est pas Camerounais »

Cette expression a une origine française. Elle vient de Napoléon qui réplique aux lieutenants français inquiets du petit nombre de soldats : « Comment ? Impossible ! Je ne connais point ce mot- là ! ». En nombre minoritaire en effet, l'armée française motivée par cette expression, a battu l'armée polonaise. Et cette expression est restée dans la cour impériale comme un appel au dépassement. L'écrivain Honoré de Balzac a pérennisé celle-ci en 1838, dans Maximes et pensées de Napoléon : « *C'est impossible m'écrivez-vous ; cela n'est pas français* ». Cette expression a été utilisée le 10 février 2017 par le président Paul Biya, à l'occasion de son traditionnel discours à la jeunesse : « *A l'image de nos chers Lions Indomptables, dont la brillante victoire à la récente Coupe d'Afrique de Nations de Football a plongé notre Peuple dans une liesse totale. Intervenant quelques semaines à peine, après le parcours tout aussi remarquable de notre Equipe nationale de football féminin dans une compétition similaire, ce nouvel exploit des Lions Indomptables est venu confirmer la belle*

vitalité de notre jeunesse et démontrer à la face du monde, la réalité de la maxime ''impossible n'est pas Camerounais '' ». Cette expression, n'est pas isolée d'un contexte d'identité en crise. En 2017 en effet, la crise anglophone, initialement basée sur des revendications corporatistes, bascule vers des revendications de sécession. L'icône nationale que sont les lions indomptables, représente encore un lien entre les Camerounais divisés. L'association ''Lions indomptables '' et '' Impossible n'est pas Camerounais '' est utilisée bien à propos, pour ressusciter cette union qui lie les Camerounais à travers les Lions indomptables. Adressée à la jeunesse, elle représente cet appel au pays entier à communier non seulement avec les footballeurs, mais aussi avec les idéaux du Cameroun. « *Impossible n'est pas Camerounais* » est resté dans l'imaginaire populaire comme une marque identitaire qui permet de reconnaitre, de rassembler et de galvaniser les Camerounais. Il s'agit donc d'une expression que participe de la construction de l'identité nationale.

- « On est ensemble »

L'expression « On est ensemble » est reprise comme un refrain dans la publication *Pour le libéralisme Camerounais,* dont voici l'un des extraits : « *Il n'y pas de phrase plus forte pour définir le Cameroun que le refrain constamment utilisé dans nos rues : '' On est ensemble''* » Paul Biya (2024, p. 44). Cette expression est en effet constante dans les rues du Cameroun et est utilisée à plusieurs égard, surtout pour se dire au revoir ; à plus tard, quand on se sépare. « On est ensemble » veut dire qu'on garde le contact, qu'on est sur la même longueur d'ondes, qu'il n'y a pas de problème, qu'on partage le même réseau, etc. Quel que soit le sens que la rue donne à cette expression, il demeure qu'elle établit un lien entre les entités. Le contexte de production de *Pour le libéralisme Camerounais* est un contexte d'ethnicité trouble. L'idée est de construire un pont humaniste entre les communautés ethnolinguistique pour forger une unité nationale fondée sur le brassage et la tolérance mutuelle. De là la reprise instante de cette expression dans l'ouvrage. De la voix institutionnelle, cette expression prend le sens d'un pacte de citoyenneté, d'un pacte identitaire qui vise non seulement à établir une complicité nationale, mais aussi à consolider un lien qui a une valeur permanente. L'expression « On est ensemble », venant du Président, est utilisée pour créer et consolider un collectif national et identitaire, car elle ne prend tout son sens qu'au sein de ce cadre identitaire national.

- « Le vivre ensemble »

Le mot composé « Vivre-ensemble » est très commun dans le vocabulaire des Camerounais. Le plus souvent, Il est utilisé dans la recherche d'une plate-forme de cohabitation pacifique entre les communautés ethniques. Il s'agit d'un appel à une tolérance culturelle mutuelle entre les ethnies compatriotes dans un pays de grande diversité. L'image évoquée par le Président Paul Biya lors du discours du cinquantenaire de l'indépendance du Cameroun en dit assez : « *Etions- nous une Nation ? Pas encore, puisqu'il faudrait attendre la réunification avec nos frères du Cameroun Occidental et faire naitre ce désir de '' vivre ensemble '' ».* Dans sa logique, c'est ce désir de vivre-ensemble qui fait et définit la Nation Camerounaise. L'expression apparait alors comme un identifiant national, mais aussi, c'est dans le secret de cette expression que réside la construction de l'identité de ce pays, au-delà des crises clivantes qui tendent à se manifester.

- « Le continent »

C'est l'expression la plus utilisée pour l'heure. Le mot continent est utilisé tous azimuts pour exprimer la fierté, l'incrédulité, la stupéfaction, l'incompréhension, l'absurdité, la colère, le bonheur, etc. Tous les sentiments controversés, avec cependant une nuance sémantique qui réfère au Cameroun. Le Cameroun est ainsi reconnu comme un continent par ses atouts géographiques, ethniques, linguistiques, etc. Le Cameroun est aussi reconnu comme le pays où arrivent et se justifient les actes les plus absurdes, qui représentent des formes de crise (crise de de confiance dans les institutions, crise d'emploi, crise économique, crise identitaire). Le Président Paul Biya, utilise cette expression le 10 février 2024, dans un discours adressé à la jeunesse en situation à des départs massifs, du Cameroun vers des terres d'immigration, à la recherche d'un meilleur devenir : « *Après tout, comme vous le dites si bien dans une des formules dont seuls avez le secret, ne sommes-nous pas Le Continent* ». Le président consacre cette expression comme une marque de reconnaissance des Camerounais, car, dans sa logique, « Nous », Cameroun = Continent. Elle a d'ores et déjà un enjeu identitaire parce qu'elle a pour objectif de créer un tout national, une communauté identitaire qui se voit ainsi désignée.

Le discours sous sa forme vocabularisée, peut tenir une place importante dans l'émergence d'une conscience nationale camerounaise, puisque, les expressions analysées supra sont des éléments d'identification du peuple, des appels à faire peuple et à consolider un tout national uni. L'institutionnalisation de ces expressions leur donne une valeur identitaire et identificatoire qui rattache la plénitude de leur sens au territoire et aux

citoyens camerounais. Cependant, l'extrême variété et les fluctuations de ces expressions laissent percevoir un problème persistant de défaut ou de précarité du lien national. Ces expressions qui entrainent l'adhésion populaire ne sont-t-elles finalement que des nébuleuses ? Où se trouvent problème et solution en ce qui concerne la consolidation du lien National ? Tous les éléments identificatoires analysés dans ce travail ont un seul et même enjeu, limiter le spectre de l'ethnicité et laisser éclore la dynamique de la construction de l'identité nationale. Cependant, ce vocabularisme fluctuant qui, somme toute, représente une quête de repères identitaires, ne suffit pas à lever les clivages ethno-régionaux. Il s'agit d'explorer, au-delà des mots, pour identifier la source du problème, et de proposer des solutions pertinentes et durables.

3. Fondamentalisme identitaire institutionnel et crises

La gestion de la cohabitation entre les communautés ethnolinguistiques camerounaises est essentialiste. La logique qui domine dans cette gestion est celle de l'autochtonie, de l'équilibre régional et du régionalisme suivant les souches ethniques.

3.1. L'autochtonie

C'est le cadre d'épanouissement socio politique du citoyen camerounais. En effet les institutions républicaines envisagent la primauté de l'autochtonie sur la citoyenneté. La loi fondamentale énonce dans son préambule ceci : « l'Etat assure la protection des minorités et préserve les droits des populations autochtones conformément à la loi ». Il s'agit d'une conceptualisation de la cohabitation sociale qui ostracise les autochtones et les minorités, dans le but de préserver leurs droits. Mais comment comprendre cette autochtonie dans la sémanthèse camerounaise ? Il ne s'agit pas d'une autochtonie menacée de disparition par la civilisation moderne, mais d'une autochtonie qui réfère à l'ethnie, en rapport avec le droit de sol. Les droits de sol de l'ethnie sont précisés par la Loi 2019/024 du 24 décembre 2024, portant code général des collectivités décentralisées : « *Le maire de la ville est une personnalité autochtone de la région de rattachement de la commune urbaine* (art 246/1) ; « *Le Président du Conseil régional est une personnalité autochtone de la Région* » (art 307/2) ; « *Le Conseil Municipal doit refléter les composantes sociologiques de la commune* ». L'usage du concept autochtone dans cette législation renvoie systématiquement à l'originaire de la région. Il y a dans ce contexte une forte accentuation

de la notion d'ethnie qui est par essence discriminatoire, essentialiste. On peut arriver à la conclusion que ce martellement de l'autochtonie dans la législation représente une apologie du fondamentalisme ethnique, une rupture fondamentale avec la logique d'intégration nationale et même d'Etat –Nation qui est attendue de tous les vœux.

3.2. Le régionalisme suivant les souches ethniques

Les Régions Camerounaises sont des grandes divisions territoriales qui abritent des grands groupes ethniques. On a pu arriver à la conclusion qu'une région représente le territoire d'une ethnie. Ainsi, le régionalisme suivant les souches ethniques peut être perçu comme une forme de repli identitaire, et le Cameroun, un amas d'ilots ethniques, gouvernées par des autochtones de la région, tel que le précise le code général des collectivités décentralisées : « Le maire de la ville est une personnalité autochtone de rattachement de la Région ». Cela produit un effet de citoyenneté ethnique dans laquelle le citoyen camerounais ne peut jouir de la pleine possession de ses droits que dans le cadre de sa région d'origine. Par ailleurs, ce code général, qui consacre un statut spécial aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, du fait de leurs spécificités linguistiques, juridiques et du système éducatif, contribue à amplifier le phénomène d'ilots régionaux par le renforcement et l'essentialisation de l'identité ethno-anglophone dans une citoyenneté nationale en quête d'unité. À côté de cela, il y a la politique de l'équilibre régional, cette politique des quotas constitutionnalisée attribue à chaque région (zone ethnique) un pourcentage de représentativité pour des résultats aux concours nationaux donnant un accès à la fonction publique camerounaise. Une politique de distribution des postes administratifs qui va jusqu'à la possession ethnique des portes-feuilles ministériels. Au-delà d'une volonté d'intégration ethnique, cette formule de gouvernance crée une vive compétition entre les ethnies et constitue, selon les termes de Nvogo Bidzana (2024, p. 11) : « *Un dangereux obstacle à l'émergence d'un sentiment national* ». Cela dit, il se pose un problème de système, de régulation, qui réside dans la citoyenneté ethnique.

4. De la crise constitutionnelle à la crise linguistique

L'acte Constituant, certificat d'existence et de vie de l'Etat camerounais, est bâti sur un fondamentalisme clivant qui freine la construction de l'identité nationale. Les clivages ethniques entretenus par la Constitution du Cameroun entrainent des clivages sociaux et

une crise linguistique qui se manifestent par la fluctuation du vocabulaire, traduisant ainsi une crise identitaire marquée par la quête permanente d'une consistance identitaire. On se retrouve face à un problème de système de gouvernance dans lequel on a un problème de régulation qui entraine un problème de construction identitaire qui, à son tour, conduit à un problème de cohabitation sociale et se manifeste par une fluctuation du vocabulaire. On peut résumer cela par une chaine de régulations préconisée par la sociolinguistique des conflits : Problème de régulation – problème identitaire – problème social – problème linguistique. Cela rejoint la logique de Jean-Marie Fournier (2004, p. 251), citant Meillet, qui indiquait la crise de la langue comme un phénomène relié, soit à la mécanique interne, soit à un dynamisme naturel. Il s'agit d'un problème de régulation que Serge François Sobze (2023), nomme « L'hermaphrodisme juridique », et qui entraine une crise du vocabulaire qui est la manifestation d'une crise identitaire et d'une crise sociale. La crise de la langue ici identifiée, relève donc d'un mécanisme interne de régulation de la cohabitation sociale parce que, en remontant la chaine des régulations, on retrouve comme source du problème les régulations institutionnelles. La crise linguistique apparait donc comme « l'arbre qui cache la forêt », c'est-à-dire que la quête identitaire manifestée par la fluctuation du vocabulaire n'est qu'un problème connexe de la crise identitaire entretenue par la Constitution.

Conclusion

Le Cameroun est-il une république unie ou une république en quête d'unité ? Si la constitution affirme l'unité et l'indivisibilité de Cameroun du point de vue territorial, elle conteste cette unité du point de vue de la cohabitation sociale, par la mise sur pied d'une formule de cohabitation qui renforce les clivages ethniques. Cette ambivalence constitutionnelle montre qu'une crise linguistique peut avoir pour origine une crise du système, même si la relation n'est pas tout de suite perceptible. Si les états se disent autant qu'ils se font, il reste vrai que l'usage de vocabulaire, quelle que soit la force de la volonté qu'on y met et sa valeur pragmatique, ne saurait suffire pour résoudre le problème de construction de l'identité Nationale au Cameroun. Il s'agit de repenser le système de cohabitation sociale dans le sens d'une réelle cohésion nationale. En conclusion, le gouvernement camerounais devrait prendre des dispositions, c'est-à-dire revoir des

dispositions constitutionnelles, au lieu des prendre des mesures verbales pour résoudre les crises ethnolinguistiques qui s'imposent dans l'univers social.

Références bibliographiques

ASSIPOLO Laurain, 2024, « Le pouvoir symbolique de l'anglais et le premier conflit linguistique au Cameroun » in Passerelles SHS, Revue sur les enjeux et la méthode de la pluridisciplinarité : débanaliser le banal/ varia (en ligne), https://ouest-edel.univ-nantes.fr/passerelleshs/idex.php?id=340

AVODO AVODO Joseph, 2021, « Préconstruit du vivre ensemble dans l'espace discursif camerounais », In *revue Africaine de linguistique pour le développement JEYNITARE*, Vol 1 N°1, 2021 : La fabrique langagière du vivre ensemble. Lexique, discours, représentations.

BIYA Paul, 2024, *Pour le libéralisme communautaire : une pensée dynamique à la mesure des temps présents*, Yaoundé, Favre / Sopecam.

Code Général des Collectivités Décentralisées, 2019.

COURADE Georges et SINDJOUN Luc, 1996, « Le Cameroun dans l'entre- deux », in *Politique Africaine, Introduction au thème : Le Cameroun dans l'entre-deux*, p. 3-14.

MVENG Engelbert, 1985, « Y A-t-il une identité culturelle camerounaise ? » In Ministère de l'Information et de la Culture (MINFOC), *L'identité culturelle camerounaise. Actes du colloque de la deuxième semaine culturelle nationale*. Yaoundé, 13-20 mai. Yaoundé : Ministère de l'Information et de la Culture.

FEUSSI Valentin, 2023, « Introduction. Les crises et les langues en francophonie : une question de validité ? » *In cahiers international de sociolinguistique : francophonie, crises et approches diversitaires des langues, créativité, imagination*, 2013/ 2, n° 23, p. 11-20.

FOURNIER Jean-Marie, 2004, « Crise de la langue et conscience linguistique : la question des règles de 24 heures » in *Dix-septième siècle, 2004/2, n° 223*, p. 251-264.

GAILLARD Philippe, 1989, *Le Cameroun*, Paris, L'harmattan.

La Constitution de Cameroun, 1996, Préambule.

MVOGO BIDZANA Firmin, 2024, « L'idéologie de l'unité nationale dans les constitutions du Cameroun unifié. Contribution à l'étude de l'existence d'une identité constitutionnelle camerounaise » In *Revue d'Etude et de Recherche sur le Droit et l'Administration dans les pays d'Afrique.* En ligne : http://afrilex.u-bordeaux.fr/

SENGAT KUO, François 1985, Discours d'ouverture. In Ministère de l'Information et de la Culture (MINFOC), *L'identité culturelle camerounaise. Actes du colloque de la deuxième semaine culturelle nationale*. Yaoundé, 13-20 mai. Yaoundé : Ministère de l'Information et de la Culture.

SOBZE Serge François, 2023, « Autochtonie et gouvernance locale : réflexion à partir de l'exemple du Cameroun » *In Revue de Droit Constitutionnel, 2023/2 n° 134*, En ligne https://doi.org/10.3917/rfdc.134.0401

TCHAWA, Paul, 2012, « Le Cameroun, une Afrique en miniature ? » In *Cahiers d'Outre-Mer, revue géographique de bordeaux*, P319-338, https://doi.org/10.4000/com.6640

ZANG ZANG Paul, 2023, « Introduction à la sociolinguistique des conflits » In *Résonance, Revue Internationale de Critique et d'Esthétique Littéraire (ACEL), Conflits linguistiques, conflits politiques : rôle des médias, responsabilité des acteurs. N° 1, Sept 2023*, UYI, p. 28-35.